

TRAVAUX D'EXTENSION DE LA STATION D'EPURATION DE LA VILLE DE SKHIRAT

DOSSIER CONCOURS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES -
EXPLOITATION
(CCAF-EXP)
PIECE 3-1

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA TRANCHE EXPLOITATION	3
ARTICLE 2 - DUREE DE L'EXPLOITATION	3
ARTICLE 3 – PERIMETRE ET CHAMP DE L'EXPLOITATION	3
ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION	3
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS INCOMBANT A L'EXPLOITATION	5
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE.....	7
ARTICLE 7 - MISE EN CONFORMITE.....	7
ARTICLE 8 - CONTROLE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	8
ARTICLE 9 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	8
ARTICLE 10 – RESPECT DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES	9
ARTICLE 11 – ASSURANCES DE L'EXPLOITATION	9
ARTICLE 12 – CAUTIONNEMENT DÉFINITIF	9
ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE.....	10
ARTICLE 14 – PAIEMENT DES PRESTATIONS EXPLOITATION	10
ARTICLE 15– PRIX DES OUVRAGES OU TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES	12
ARTICLE 16 – AVANCE FORFAITAIRE	13
ARTICLE 17 – MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS D'EXPLOITATION	13
ARTICLE 18 – PENALITES.....	14
ARTICLE 19 – CONDITIONS DE MODIFICATION DES EQUIPEMENTS	15
ARTICLE 20 - IMPOTS ET TAXES	15
ARTICLE 21 – SANCTION COERCITIVE : MISE EN REGIE PROVISOIRE	15
ARTICLE 22 – SANCTION RESOLUTOIRE : DECHEANCE	16
ARTICLE 23 – FIN DE L'EXPLOITATION.....	16

ARTICLE 1 – OBJET DE LA TRANCHE EXPLOITATION

Le présent marché d'exploitation a pour objet de définir les conditions et modalités de la gestion et l'exploitation par l'exploitant de la station d'épuration des eaux usées de la ville de Skhirat.

L'exploitant a l'obligation d'exécuter le marché dans le respect des textes législatifs et réglementaires en vigueur au Maroc. Il doit également respecter les normes marocaines ou à défaut les normes internationales reconnues.

L'exploitant doit gérer et exploiter lui-même le patrimoine mis à sa disposition et il ne peut pas, sous peine de déchéance, céder partiellement ou totalement les droits nés du Marché ou substituer à un tiers pour l'exercice partiel ou total des attributions ou des compétences qui lui incombent.

ARTICLE 2 - DUREE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation des installations construites par le titulaire est prévue en deux tranches distinctes :

- Une tranche ferme : **Exploitation de la STEP pendant une année**
- Une tranche optionnelle : **Exploitation de la STEP pour une durée de 5 années reconductible une fois.**

La tranche exploitation prend effet à partir de la réception provisoire de la Tranche Travaux.

ARTICLE 3 – PERIMETRE ET CHAMP DE L'EXPLOITATION

Le Maître d'Ouvrage met à la disposition exclusive de l'Exploitant, à titre gratuit, pendant toute la durée d'exécution du marché : l'ensemble de la station d'épuration et de ses annexes, la voirie, les réseaux divers et d'une manière générale tout ce qui est compris dans le périmètre clos, de la station d'épuration.

Les locaux et équipements construits par le titulaire seront réputés livrés au Maître d'Ouvrage lors de la réception provisoire des travaux de la station. Un inventaire des biens confiés à l'Exploitant par le Maître d'Ouvrage sera établi par le Maître d'Ouvrage et tenu à jour par l'Exploitant dans le cadre de ses obligations.

L'exploitant prend en charge la gestion et l'exploitation de la station sous le contrôle du maître d'Ouvrage, dans les conditions et selon les modalités du marché, et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

L'exploitant, responsable du fonctionnement et de l'exploitation des biens mis à sa disposition, les gère en bon père de famille et à ses risques et périls, conformément aux termes du marché.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION

4.1 Définition de l'exploitation

Le Maître de l'Ouvrage met à la disposition de l'Exploitant l'ensemble des ouvrages et équipements qui constituent la station d'épuration (ouvrages et installations construits dans le cadre de la Tranche Travaux)

- a. L'Exploitant, pour répondre à ses obligations de moyens et de résultats, assure :
- l'épuration des eaux au moyen des installations comprises dans le périmètre de l'exploitation, dans la limite de la capacité de l'installation pour obtenir un rejet conforme aux clauses du marché,
 - le traitement et la déshydratation des boues,
 - le curage des ouvrages et canalisations situés dans le périmètre d'exploitation,
 - la fourniture, le stockage et le renouvellement des pièces de rechange nécessaires à la remise en état dans les meilleurs délais des appareils,
 - l'entretien et le renouvellement à l'identique des matériels et équipements électromécaniques, de laboratoires et de l'outillage mis à disposition par le Maître d'Ouvrage ou l'Entrepreneur dans le cadre du marché,
 - le renouvellement et, le cas échéant, le stockage des matériels et équipements électromécaniques de remplacement conservés en magasin,
 - l'entretien des voiries et réseaux divers,
 - l'entretien des espaces verts (arrosage, débroussaillage, tonte, tailles) et assure les plantations de remplacement ou de complément,
 - l'entretien et le nettoyage courant de tous les ouvrages situés dans l'enceinte de la station y compris l'entretien locatif des bâtiments et ouvrages de génie civil mis à sa disposition pour l'exploitation,
 - les travaux de réparations et de renouvellement du génie-civil,
 - les contrôles, analyses, réglages, et d'une manière générale, toutes les interventions nécessaires pour assurer la bonne marche des installations et respecter la qualité fixée pour les eaux rejetées et les boues,
 - l'autosurveillance des ouvrages de traitement,
 - le transfert, en temps réel, au Maître d'Ouvrage par support de communication approprié d'un certain nombre de paramètres et grandeurs de conduite à l'entrée et à la sortie de la STEP, notamment : les débits, la turbidité, l'Oxygène dissout, l'énergie consommée, l'état de fonctionnement des différents ouvrages et installations sur site.
 - la fourniture et la mise en œuvre de tous les équipements complémentaires (machines, véhicules, fournitures, moyen de manutention, outillage...) qu'il juge nécessaire au respect des clauses du marché et à l'exécution de toutes ses obligations dans le respect des textes législatifs et réglementaires,
 - la tenue à jour des documents (inventaire, dossier de maintenance, etc),
 - une astreinte 24 h/24, 365 jours par an.
 - Cette liste n'est pas limitative. L'Exploitant assure l'ensemble des prestations nécessaires au fonctionnement de la station pour répondre aux exigences de performance fonctionnelle et de protection.
- b. L'Exploitant assure également l'évacuation des boues,

Les coûts correspondants sont à la charge de l'Exploitant. L'Exploitant est tenu d'assurer ces prestations et de mettre en œuvre tous les moyens permettant d'y satisfaire. Il devra :

- procéder en temps et en heure aux démarches nécessaires auprès des autorités marocaines afin d'obtenir les autorisations administratives requises pour l'évacuation des boues, tous les frais d'obtention des autorisations étant à sa charge,
- informer le Maître d'Ouvrage de toutes les difficultés qu'il rencontre dans l'obtention des autorisations administratives requises pour l'évacuation des boues.

Les prix proposés par l'Exploitant pour sa rémunération tiennent compte des destinations proposées dans son offre, et l'Exploitant est engagé par son offre sur la durée du marché.

S'il s'avérait impossible d'évacuer les boues vers la destination prévue dans le Marché, pour une raison indépendante de la bonne exploitation de la station d'épuration, l'Exploitant indiquera au Maître d'Ouvrage les nouvelles destinations envisagées, les coûts correspondants, et leurs incidences sur la rémunération de l'Exploitant.

4.2 Sous-traitance

L'Exploitant peut sous-traiter certaines activités après accord du Maître d'Ouvrage. L'agrément des sous-traitants ne sera étudié que sous réserve de la communication préalable du contrat de sous-traitance.

4.3 Emploi du personnel

L'organisation du travail de son personnel relève de la seule autorité de l'Exploitant. La responsabilité de l'Exploitant est pleinement engagée dans ses obligations de résultats. Il est réputé seul habilité à donner les consignes d'exploitation et à ce titre un chef de station employé et rémunéré par lui conduit en permanence la station d'épuration, sous sa responsabilité.

La vérification de l'application des consignes données par l'Exploitant à son personnel est de sa compétence.

Le Maître d'Ouvrage est tenu informé en permanence de la qualification et de la consistance de l'effectif. Les changements du personnel clé doivent être soumis à l'approbation du maître d'Ouvrage.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS INCOMBANT A L'EXPLOITATION

5.1 Exploitation des installations

L'Exploitant déclare faire élection de domicile à la Station d'épuration.

L'Exploitant assure, sous sa responsabilité le traitement des effluents, la déshydratation des boues et leur évacuation vers la décharge, la bonne marche et la maintenance des installations.

L'Exploitant prend à sa charge tous les frais inhérents à l'exécution de sa mission, notamment :

- les dépenses de personnel et charges accessoires

- les dépenses en énergie électrique, eau potable et industrielle, téléphone et souscrit à cet effet les contrats d'abonnement ou de location qui s'imposent
- les dépenses liées à la fourniture de tous les matériels, pièces de rechange et d'usure nécessaires à la bonne exécution de la mission
- les frais d'assurances nécessaires
- les frais liés à l'approvisionnement des réactifs, ingrédients, produits de laboratoire et d'entretien
- les frais liés à l'approvisionnement des matériels et fournitures de bureau
- les frais d'organisation de l'évacuation des sous-produits
- les frais d'évacuation des sous-produits.

Cette liste n'est pas limitative. L'Exploitant assure l'ensemble des prestations nécessaires au fonctionnement de la station pour répondre aux exigences de performance fonctionnelle et de protection.

En toute circonstance (hors cas de force majeure), l'Exploitant fait son affaire de toutes les fournitures et tous les travaux nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages et installations qui lui sont confiés, même en cas d'usure anormale.

L'Exploitant est tenu de soumettre tous les manuels d'exploitation de la station au Maître d'Ouvrage, à savoir, le manuel de conduite, d'entretien des installations, de définition des installations, le manuel d'autosurveillance, etc.

5.2 Respect des garanties souscrites

L'Exploitant est responsable de toutes les performances garanties des installations (Cahiers des Garanties souscrites des ouvrages à exécuter) sauf en cas de dysfonctionnement dû à la présence dans l'effluent à traiter d'éléments ou substances non-conformes au domaine de traitement de garantie défini aux Cahiers des Garanties.

De même lors d'un défaut de traitement indépendant de la responsabilité de l'Exploitant, consécutif à une force majeure ou à un arrêt total de l'alimentation de la station d'épuration en courant électrique de plus de 4 heures.

Cet engagement de respect des performances s'applique également sur la qualité de l'air et le niveau sonore des installations.

5.3 Information et rapports à remettre par l'Exploitant

L'Exploitant met en place les documents nécessaires à l'information du Maître d'Ouvrage sur l'ensemble des prestations d'exploitation de la station d'épuration.

Ces informations doivent permettre :

- de garantir la bonne gestion et le bon fonctionnement de la station d'épuration,
- de mieux connaître et diagnostiquer les performances de traitement notamment la vérification des garanties souscrites pour les ouvrages réalisés, la gestion du patrimoine, les coûts,
- de dégager rapidement des stratégies de gestion patrimoniale et d'amélioration de l'outil épuratoire, en termes de performances, fiabilité, sécurité, coûts,

- de mettre en place un cadre de suivi favorisant le transfert d'informations entre l'Exploitant et le Maître d'Ouvrage.

De manière générale, sauf précision contraire, les documents nécessaires à l'information du Maître d'Ouvrage sont élaborés par l'Exploitant en concertation avec le Maître d'Ouvrage, au cours de la période de mise en service des installations.

Les documents d'information sont consignés au niveau CCTP exploitation (articles 18, 19, 20, 21, 22 et 23)

L'exploitant est chargé de l'élaboration, de la mise à jour, de l'évolution et de l'amélioration de ces documents en phase exploitation, en concertation avec le Maître d'Ouvrage.

Les documents élaborés sont inspirés des principes de l'assurance qualité.

L'exploitant développe, pour le compte du Maître d'Ouvrage, une base de données, ainsi que des fichiers informatiques, propres à recueillir et traiter l'ensemble des données décrites dans le présent article et à en assurer l'exploitation. Ils sont dressés sur des systèmes compatibles avec ceux du Maître d'Ouvrage.

L'objectif de ces documents élaborés par l'Exploitant est de faire régulièrement le point sur :

- les performances de traitement, faisant apparaître entre autres la tenue des objectifs et l'explication des écarts,
- les principaux événements et incidents de l'exploitation,
- les coûts de traitement par filière, par poste, voire par type de pollution traitée.

Ces données sont utilisées par l'Exploitant pour optimiser l'efficacité et la fiabilité des installations et éventuellement proposer des améliorations des installations.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Pour la Tranche Exploitation, le Maître d'Ouvrage met à la disposition exclusive de l'Exploitant, à titre gratuit, pendant toute la durée d'exécution du marché le terrain clos sur lequel est implantée l'installation, les locaux contenant l'installation, les locaux techniques et d'exploitation, l'ensemble des installations construits dans le cadre du présent marché.

Les locaux et équipements construits par le titulaire seront réputés livrés au Maître d'Ouvrage lors de la réception provisoire des travaux de la station. Un inventaire des biens confiés à l'Exploitant par le Maître d'Ouvrage sera établi par le Maître d'Ouvrage et tenu à jour par l'Exploitant dans le cadre de ses obligations.

ARTICLE 7 - MISE EN CONFORMITE

Les travaux de mise en conformité des installations, avec les règlements techniques et administratifs publiés postérieurement à la date de la prise en charge des installations, sont à la charge du Maître d'Ouvrage à l'exception de ceux qui seraient motivés par les réserves émises lors des opérations de réception ou par une insuffisance constatée lors des essais de garanties.

A la suite et si justifiée, la rémunération de l'Exploitant sera revue afin d'intégrer l'ensemble des coûts supplémentaires de fonctionnement.

Ces nouvelles conditions feront alors l'objet d'un avenant au présent marché.

ARTICLE 8 - CONTROLE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Avant échéance de chaque année d'exploitation, le Maître d'Ouvrage ou son mandataire procède en présence de l'Exploitant dûment convoqué, à une inspection complète et à un contrôle des ouvrages et de l'ensemble de l'installation afin de vérifier leur état de fonctionnement et d'entretien. Il est dressé un procès-verbal de ce constat.

A cette occasion, il est procédé à la mise à jour des biens confiés à l'Exploitant.

En dehors des visites annuelles ci-dessus prévues, le Maître d'Ouvrage peut à tout moment effectuer des contrôles de l'installation.

La conduite de l'exploitation demeure soumise aux seules initiatives et l'entière responsabilité de l'Exploitant.

Toutefois, le Maître d'Ouvrage peut, soit directement par ses agents dûment accrédités, soit par l'intermédiaire d'un organisme agréé et autorisé par lui, effectuer tous prélèvements aux fins d'analyses par un laboratoire de son choix. Il peut également procéder à tout relevé et mesure lui permettant d'assurer son pouvoir de contrôle.

L'Exploitant donne toute facilité au Maître d'Ouvrage pour effectuer ces contrôles.

Par ailleurs, il est prévu que le Maître d'Ouvrage mettra à disposition de l'Exploitant durant toute la période de l'exploitation, une équipe chargée du suivi de l'exploitation, dont l'Exploitant a l'obligation d'assurer la formation en continu.

ARTICLE 9 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Les opérations de vérification portent notamment sur :

9.1 Vérifications trimestrielles

- l'ensemble de la prestation par la mise à disposition permanente du Maître d'Ouvrage des documents consignant les données, les résultats de l'épuration et les interventions d'exploitation, d'entretien et de maintenance,
- les coûts au moyen de la délivrance trimestrielle au Maître d'Ouvrage d'un compte d'exploitation détaillé.

9.2 Vérifications annuelles

- l'optimisation des coûts d'exploitation, quelles que soient les évolutions économiques, au moyen de la délivrance annuelle au Maître d'Ouvrage d'un bilan prévisionnel avant le 31 décembre
- la rédaction d'un rapport annuel technique et financier d'exploitation, trois mois et demi après la clôture de l'exercice. la transmission de la liste à jour des biens confiés à l'Exploitant.

9.3 Non-respect des garanties souscrites

En cas de non-respect des garanties souscrites, sauf en cas de force majeure ou d'autorisation préalable, il sera appliqué les pénalités prévues à l'article 18.

ARTICLE 10 – RESPECT DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

L'exploitant est tenu de se conformer, pendant toute la durée du Marché, à la législation et à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux normes reconnues et nouvelles qui seront édictées.

Les travaux de mise en conformité des installations, avec les règlements techniques et administratifs publiés postérieurement à la date de la prise en charge des installations, restent à la charge du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 11 – ASSURANCES DE L'EXPLOITATION

L'Exploitant est tenu de souscrire avant le démarrage de la Tranche Exploitation, et auprès d'un assureur notoirement solvable :

- une police d'assurance Responsabilité Civile d'entreprise couvrant, pour un montant minimal de 10.000.000 Dirhams par sinistre tous dommages confondus, les conséquences pécuniaires des sinistres, dégâts et pertes de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) causés aux tiers ou à l'environnement, soit par le personnel en activité ou par le matériel d'entreprise ou d'exploitation, soit en raison d'incidents survenus après la fin de l'exploitation, et mettant en cause sa responsabilité de droit commun d'Exploitant de station d'épuration.

Le titulaire doit souscrire toutes les polices d'assurances exigées par le CCAG auprès des compagnies d'assurance agréées au Maroc, les polices d'assurances et les avenants y afférents doivent être communiqués au Maître d'Ouvrage.

Toutes les franchises stipulées dans les garanties précédentes sont laissées à la charge de l'Exploitant.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-T, le Maître d'Ouvrage exige de l'Exploitant la remise de la copie de toutes les polices d'assurances susvisées pour l'exploitation, afin de s'assurer de leur conformité aux clauses du Marché. Ces polices devront faire apparaître l'engagement de l'assureur de notifier au Maître d'Ouvrage toute résiliation ou modification substantielle des conditions de garantie.

Ces copies devront être remises avant le démarrage de la Tranche Exploitation.

Il est précisé que le Maître de l'Ouvrage pourra résilier le Marché si le titulaire ne fournit pas les copies définies ci-dessus.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de s'assurer que les fabricants et les sous-traitants auxquels il s'adresse, bénéficient d'une police d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle, notamment produits livrés, en état de validité.

ARTICLE 12 – CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

Le cautionnement définitif relatif à la tranche Exploitation est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du Marché relatif à cette tranche. Il devra être constitué dans les trente (30) jours suivant la date de démarrage de la tranche d'exploitation.

Il sera restitué après la bonne exécution des prestations considérées objet de la tranche exploitation.

ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie pour la tranche exploitation est fixée à 7 % (sept pour cent) du montant de la rémunération prévisionnelle annuelle de la tranche Exploitation toutes taxes comprises. Elle sera constituée par l'application d'une retenue de 7 % (sept pour cent) sur chaque décompte présenté par l'Entrepreneur.

Elle sera restituée annuellement, au plus tard trois mois après l'acceptation et la validation par le Maître d'Ouvrage du rapport annuel établi par l'Exploitant.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée sur simple demande de l'Entrepreneur, par une caution bancaire dans les conditions prévues à l'Article 59 du C.C.A.G-T. La caution bancaire sera émise par un établissement bancaire agréé par les autorités compétentes.

Cette caution bancaire devra alors être mise à jour annuellement en fonction des prévisions de rémunération annuelle de l'Exploitant, pour représenter toujours 7 % du montant prévisionnel annuel de rémunération.

ARTICLE 14 – PAIEMENT DES PRESTATIONS EXPLOITATION

14.1 Modalités de paiement

Le titulaire perçoit en contrepartie de ses prestations, une rémunération mensuelle de base R définie ci-après et comprenant :

- une part Forfaitaire, coefficient égal à 0,45 Cette part de la rémunération correspond :
 - aux frais fixes de fonctionnement et d'entretien, de primes fixes et consommations incompressibles d'énergie, de maintenance préventive, et de frais financiers fixes
 - aux frais administratifs et de gestion
 - aux frais de main d'œuvre
- une part Proportionnelle
 - au débit d'eau en sortie des installations du traitement de la station - coefficient 0,10
 - à la charge de pollution éliminée, exprimée en DBO₅ et en MES - coefficients 0,25 et 0,10
 - au rendement de la production des boues - coefficient 0,10.

La rémunération mensuelle de l'Exploitant prend la forme suivante :

$$R = \left(0,45 + 0,10 \frac{Q_e}{Q_n} + 0,10 \frac{MESe}{MES_n} + 0,25 \frac{DBO5_e}{DBO5_n} + 0,10 \frac{Q_e}{Q_n} \times \frac{B_m}{B_e} \right) \times \frac{C}{12}$$

Avec :

C = coût contractuel d'exploitation indiqué au Bilan Contractuel d'Exploitation (BCE) pour l'année en cours.

Qe = somme sur le mois des débits journaliers mesurés en sortie des installations de traitements dans le cadre de la surveillance des ouvrages de traitement

Qn = débit journalier de référence indiqué au BCE pour l'année en cours, multiplié par le nombre de jours du mois

MESe = moyenne sur le trimestre précédent des flux de pollution quotidiens (caractérisés en MES) entrant sur les installations, multipliée par le nombre de jours du mois

MESn = charge journalière de référence en MES indiquée au BCE pour l'année en cours, multipliée par le nombre de jours du mois

DBO5e = moyenne sur le trimestre précédent des flux de pollution quotidiens (caractérisés en DBO5) entrant sur les installations, multipliée par le nombre de jours du mois

DBO5n = charge journalière de référence en DBO5 indiquée au BCE pour l'année en cours, multipliée par le nombre de jours du mois

Be = moyenne sur le trimestre précédent des tonnages de boues déshydratées produits quotidiennement, multipliée par le nombre de jours du mois

Bm = production de boues déshydratées annuelle de référence indiquée au BCE pour l'année en cours (Bn), divisée par 12.

Afin d'établir leur offre de prix lors des années d'exploitation (1 an ou 6 ans), les constructeurs utilisent les valeurs indiquées au Bilan Contractuel d'Exploitation (BCE).

14.2 Révision dans les prix

La rémunération de base, définie ci-dessus, est calculée d'après les conditions économiques du mois qui précède celui du jour fixé pour la remise des offres. Ce mois est appelé Mo « mois zéro ».

Elle est révisable mensuellement dans les conditions définies ci-après.

Les différents termes de la rémunération en dirhams seront révisés à l'aide du coefficient de révision résultant de la forme suivante, arrondi au millième supérieur :

$$K = 0,15 + 0,85 \left[0,50 \frac{S1n(1+ChFMn)}{S1o (1+ChFMo)} + 0,35 \frac{Emtn}{Emto} + 0,075 \frac{lchn}{lcho} + 0,075 \frac{Iman}{Imao} \right]$$

Cette révision concerne la rémunération de l'année à venir.

Formule dans laquelle :

S1 = index Salaires – faible proportion de manœuvres payés au SMIG

ChFM = index Charges sociales - marchés de fournitures ordinaires mat. et appareillage

Emt = index relatif à l'énergie électrique moyenne tension

Ich = indice des prix à la production de l'industrie chimique (base 100 en 2010) publié par la Direction de la Statistique

Ima = indice des prix à la production de l'industrie de fabrication de machines et d'équipements (base 100 en 2010) publié par la Direction de la Statistique

S1o, ChFMo, Emto, Icho et **Imao** sont les indices des prix de base ou les prix de référence correspondant aux éléments de coût susmentionnés, à la date spécifiée au présent article.

S1n, ChFMn, Emtn, Ichn et **Iman** sont les indices des prix courants ou les prix de référence du mois « n », déterminés en vertu des dispositions du présent article et applicables à chaque élément de coût.

Les indices des prix de base seront ceux en vigueur à la date qui se situe vingt-huit (28) jours avant la date limite de soumission des offres. Les indices des prix courants seront ceux en vigueur à la date qui se situe vingt-huit (28) jours avant le dernier jour de la période à laquelle correspond un acompte donné. Si, à un moment ou à un autre, on ne dispose pas d'indices courants, on utilisera des indices provisoires, sous réserve d'ajustement ultérieur des montants versés à l'Exploitant une fois que les indices courants seront disponibles.

L'origine des indices sera celle publiée au barème établi par le Ministère de l'Équipement du Royaume du Maroc. Ces index apparaissent mensuellement dans la Revue Marocaine des Marchés Publics éditée par la Direction des Affaires Techniques du Ministère de l'Équipement.

ARTICLE 15– PRIX DES OUVRAGES OU TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Lorsque le maître d'ouvrage prescrit des prestations supplémentaires en jugeant nécessaires l'exploitation des ouvrages et des installations ne figurant pas dans le bilan contractuel d'exploitation, l'exploitant se conforme immédiatement aux ordres de service qu'il reçoit à ce sujet. Il est préparé, sans retard, de nouveaux prix d'après ceux du marché ou par assimilation aux prestations les plus analogues.

Les prix concernant les prestations supplémentaires peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix globaux. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

S'il existe des décompositions de prix globaux ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Les prix provisoires sont arrêtés par le maître d'ouvrage après consultation de l'exploitant.

Les prix provisoires pour le règlement des prestations supplémentaires ainsi que le délai de leur exécution sont notifiés à l'exploitant soit par l'ordre de service cité plus haut, soit par un autre ordre de service qui doit intervenir dans les quinze (15) jours suivant la date de notification de l'ordre de service prescrivant l'exécution desdites prestations supplémentaires.

Les prix provisoires n'impliquent ni l'acceptation de le maître ni celle de l'exploitant ; ils sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

L'exploitant est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente (30) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à le maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Les prix définitifs doivent faire l'objet d'un avenant qui peut éventuellement augmenter les délais d'exécution en fonction des prestations supplémentaires.

ARTICLE 16 – AVANCE FORFAITAIRE

Il n'est pas accordé d'avance forfaitaire.

ARTICLE 17 – MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS D'EXPLOITATION

Les comptes sont établis sur la base du bilan contractuel d'exploitation et des formules de rémunérations décrites à l'article 14 du présent document.

Des décomptes mensuels sont établis par l'exploitant en appliquant les dispositions ci-après.

Le règlement de ces factures est assujéti à la remise des résultats des analyses contradictoires de validation des dispositifs d'auto-surveillance. Les paiements des décomptes provisoires et définitifs établis par l'Exploitant en 06 exemplaires et accompagnés des situations acceptées et signées par le maître d'ouvrage, s'effectueront au minimum soixante (60) jours fins du mois de leur présentation au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se libérera valablement des sommes dues par elle au titre du présent marché en faisant donner crédit au(x) compte(s) bancaire(s) ouvert(s) au nom de l'Exploitant.

Au début de chaque mois, l'Exploitant présentera une facture en 6 exemplaires portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant le numéro et la date de la prorogation du marché
- la part fixe forfaitaire du mois à échoir donnant tous les éléments de détermination de la dite part
- la part proportionnelle du mois échu donnant tous les éléments de détermination de la dite part
- les sommes hors TVA auxquelles le prestataire prétend du fait de l'exécution du marché
- le taux et le montant de la TVA en vigueur à la date de la facturation
- les pièces justificatives des dépenses du prestataire
- le montant total des prestations exécutées
- la date

Les paiements s'effectuent suivant les règles de la comptabilité publique.

ARTICLE 18 – PENALITES

18.1 Pénalité pour non-respect des performances garanties

En cas de dysfonctionnement entraînant le non-respect des garanties sur l'un des paramètres DBO5, DCO, et MES, de l'effluent traité, une pénalité égale à la rémunération journalière (soit 1/30ème de la rémunération perçue pour le mois précédent) peut être appliquée pour chaque jour de non-conformité.

Pour le cas du paramètre germes fécaux et nématodes intestinaux de l'effluent traité, en cas de dépassement de sa valeur garantie calculée à partir d'une moyenne mensuelle pondérée par les débits journaliers, une pénalité de 10% de la rémunération mensuelle (soit 1/10ème de la rémunération perçue pour le mois précédent) peut être appliquée pour chaque mois de non-conformité.

Ces pénalités sont plafonnées à 10% du montant initial du marché exploitation. Si ce plafond est atteint, il sera exigé une remise en conformité (réglages ou ajustements) de l'installation dans un délai maximum de 15 jours.

Ces pénalités seront appliquées si l'effluent satisfait aux conditions du domaine de traitement garanti défini au CCTP, et sauf force majeure ou autorisation du Maître d'Ouvrage.

Ces pénalités seront libératoires vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, mais seront appliquées sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers qui restent à la charge de l'Exploitant.

18.3 Pénalités pour non présentation de document

En cas de non production des documents visés à l'article 5.3, après mise en demeure restée sans effet 14 jours, une pénalité égale à 5.000 DH /Document/jour sera appliquée à partir du 15ème jour suivant la mise en demeure.

18.4 Pénalités pour dépassement de la consommation d'énergie

La consommation d'énergie sera comptabilisée à la fin de chaque mois et il est admis, sans pénalité, une augmentation de 5 % par rapport aux engagements de l'Entrepreneur, en référence à la charge mensuelle moyenne à traiter.

Pour tout dépassement de la consommation d'énergie garantie compris entre 5 et 10 %, il sera appliqué une pénalité de 0,2 % du montant du Marché par point d'écart en % de dépassement.

Au-delà de 10 %, il sera exigé une remise en conformité de l'installation (réglages et ajustements).

18.5 Réactifs

Il est admis, sans pénalité, une tolérance de 10 % par rapport aux engagements de l'Entrepreneur, en référence aux charges à traiter au moment des essais.

Pour les consommations de réactifs, évaluées en kg, pour tout dépassement compris entre 10 et 20 % sera appliquée une pénalité de 0,1 % du montant du Marché par point d'écart en % de dépassement de la limite inférieure.

Au-delà de 20 %, il sera exigé une remise en conformité de l'installation.

18.6 Non application des pénalités

En cas de non-respect des garanties souscrites comme stipulé au niveau de l'article 5.2, les pénalités visées aux paragraphes précédents ne seront pas appliquées.

Tous les cas particuliers seront constatés par des Procès-verbaux contradictoires, notamment basés sur les prélèvements et analyses des effluents à l'entrée de la station.

ARTICLE 19 – CONDITIONS DE MODIFICATION DES EQUIPEMENTS

L'Exploitant a l'obligation d'assurer le renouvellement des matériels et équipements, en relation avec la durée de l'exploitation. La rémunération perçue par l'Exploitant est réputée couvrir les dépenses de ces renouvellements.

Si, à l'occasion des travaux de gros entretien, l'Exploitant se trouve conduit à remplacer dans son ensemble un matériel important, il doit au préalable en aviser le Maître d'Ouvrage afin de lui permettre d'examiner l'intérêt qu'il peut y avoir, compte tenu notamment de l'évolution de la technique et de la nature des déchets, à substituer aux appareils à remplacer des matériels mieux adaptés par leur puissance et par leur principe de fonctionnement à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin du contrat, mais également au-delà de la date de son expiration. Dans cette hypothèse, un avenant fixe les conditions de la participation éventuelle du Maître d'Ouvrage aux dépenses, la part du coût correspondant à un renouvellement à l'identique étant à la charge de l'Exploitant.

Si par suite d'instructions nouvelles sur les rejets ou en cas de dépassement de capacité nominale, des travaux doivent être réalisés, l'Exploitant apporte sa collaboration au Maître d'Ouvrage pour en établir le projet. Les travaux sont exécutés aux frais du Maître d'Ouvrage par l'Entrepreneur qu'il a désigné.

L'Exploitant dispose d'un droit de regard sur la bonne exécution des travaux. Ce droit comprend la communication du projet d'exécution, l'invitation à assister aux réunions de chantier et à la réception des travaux pour y présenter ses observations.

Après modernisation telle que définie ci-dessus, l'Exploitant reste redevable de ses obligations résultant du contrat d'exploitation.

ARTICLE 20 - IMPOTS ET TAXES

Tous les impôts et taxes établis ou à établir, sont à la charge de l'Exploitant.

ARTICLE 21 – SANCTION COERCITIVE : MISE EN REGIE PROVISOIRE

La mise en régie peut être décidée aux frais et charge de l'exploitant par le Maître d'Ouvrage :

- si l'exploitant interrompt le fonctionnement des installations sans avoir obtenu l'accord préalable du Maître d'Ouvrage,
- si le respect des exigences législatives et réglementaires venant à être compromis de son fait, l'Exploitant se refuse à prendre les mesures prescrites,
- si l'exploitant n'assure pas les obligations d'entretien et de renouvellement prévues au marché,
- Si l'exploitant refuse de transmettre au Maître d'Ouvrage les documents et informations prévus dans le présent marché,

Dans l'un ou l'autre de ces cas, le Maître d'Ouvrage peut prendre immédiatement les mesures nécessaires, justifiées par l'urgence. La mise en régie doit être précédée d'une mise en demeure notifiée par le Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception à l'exploitant et fixant un délai, qui ne saurait être inférieur à cinq jours, pour remédier aux manquements constatés.

A l'expiration de ce délai, si l'exploitant ne peut assurer le fonctionnement normal de la station, le Maître d'Ouvrage y pourvoit aux frais et risques de l'exploitant.

Pendant toute la durée de la mise en régie, l'exploitant n'a plus droit à aucune rémunération. Au cas où les dépenses d'exploitation en régie seraient supérieures aux redevances qui auraient été dues pendant cette période, si l'exploitation normale avait été faite par l'exploitant, les excédents de dépenses sont à la charge de l'exploitant.

En cas de reprise de l'exploitation par l'exploitant, ces excédents seraient déduits des premières redevances afférentes à la poursuite de l'exploitation jusqu' au remboursement de ces excédents.

La régie cesse dès que l'exploitant est de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sauf prononcé de la déchéance.

ARTICLE 22 – SANCTION RESOLUTOIRE : DECHEANCE

Sauf cas de force majeure, en cas de manquements graves de l'exploitant à ses obligations contractuelles et notamment en cas de cessation du service, de fonctionnement dans des conditions mettant gravement en péril l'hygiène et la sécurité, ou en cas d'impossibilité de reprendre l'exécution du service après une mise en régie provisoire, le Maître d'Ouvrage prononce la déchéance du exploitant et des droits résultant du présent marché, dans les conditions et selon les modalités prévues ci-après.

La déchéance doit être précédée d'une mise en demeure dûment motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Exploitant et restée sans effet à l'expiration d'un délai de 1 (un) mois.

Les conséquences financières de la déchéance sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 23 – FIN DE L'EXPLOITATION

23.1 Résiliation unilatérale du marché pendant l'exploitation

La résiliation du présent contrat par le Maître d'Ouvrage sera prononcée selon les stipulations du CCAG-T.

Les indemnités sont calculées en tenant compte notamment :

- des frais liés à la rupture des contrats de travail à la suite de la résiliation unilatérale, sauf reprise du personnel par le Maître d'Ouvrage ou par un nouvel Exploitant
- des frais divers et charges d'exploitation engagés par le titulaire pour assurer l'exécution normale du présent contrat d'exploitation, pour la partie non couverte à la date de prise d'effet de la résiliation sur justificatifs de l'Exploitant

- de la valeur comptable de rachat des stocks et approvisionnements, nécessaires à la marche normale de l'exploitation

Les indemnités sont fixées à l'amiable et, à défaut, à dire d'expert, de manière qu'aucun chef de préjudice ne fasse l'objet d'une double indemnisation.

Elles sont réglées à l'Exploitant dans un délai de 6 mois à partir de la date d'effet de la résiliation.

23.2 Continuité du service en fin de contrat et formation du personnel du Maître d'ouvrage

Pendant les six (6) derniers mois de la Tranche Exploitation, les dispositions suivantes sont mises en place afin d'assurer la continuité du fonctionnement de la station d'épuration :

- l'exploitant assure, dans le cadre du présent marché, la formation du futur personnel d'exploitation des installations. A ce titre, il fournit toutes les informations et renseignements sollicités.
- le futur exploitant peut accéder aux installations et aux documents d'exploitation et obtenir de la part de l'Exploitant tous les renseignements qu'il juge indispensables à la conduite de l'installation. Il peut observer l'exploitation de la station.
- à l'initiative de l'Exploitant ou du futur exploitant, des réunions techniques sont organisées pour informer le futur exploitant et faire le point sur l'exploitation et la maintenance. Le Maître d'Ouvrage est tenu au courant de toutes les réunions entre les 2 parties et peut, s'il le désire, y participer ou s'y faire représenter.

L'ensemble de ces prestations sont à la charge de l'exploitant et sont réputés inclus dans la rémunération de l'exploitation.

Il est bien entendu que le futur exploitant n'a qu'un droit de regard sur l'installation et ne peut prendre aucune initiative ni responsabilité par rapport à l'exploitation.

L'Exploitant peut, s'il le souhaite, fournir pendant cette période « transitoire » les renseignements permettant de mener à bien un éventuel recrutement de son propre personnel par le futur exploitant (organigramme, qualification, ancienneté du personnel d'exploitation).

23.3 Remise des ouvrages, installation et équipements

A l'expiration du contrat, la remise au Maître d'Ouvrage des ouvrages, installations et équipements est effectuée par l'Exploitant dans les conditions et selon les modalités prévues ci-après.

Le titulaire est tenu de remettre au Maître d'Ouvrage, en état normal de fonctionnement, de conformité et d'entretien, compte-tenu de leur âge et de leur destination, tous les ouvrages, installations et équipements objet du présent contrat.

Cette remise est faite gratuitement, sauf application des articles 22 (sanction résolutoire) et 23.1 (résiliation unilatérale), modifications ou exécutions d'ouvrages supplémentaires décidées d'un commun accord avec le Maître d'Ouvrage et non prévues dans le plan de renouvellement et non encore amorties. Le cas échéant, l'indemnité versée est égale à la valeur de reprise. La valeur de reprise de ces biens sera fixée à l'amiable ou à dire d'expert et payée au titulaire dans les six mois qui suivent la fin de l'exploitation.

Six mois avant la fin de la Tranche Exploitation, les parties arrêtent et estiment, après expertise s'il y a lieu, les travaux à réaliser sur les ouvrages qui ne sont pas en état normal d'entretien et de conformité. Le titulaire doit exécuter, à ses frais, ces travaux avant l'expiration du contrat. A défaut, les frais de remise en état sont mis à sa charge.

Les approvisionnements correspondant à la marche normale pourront être repris par le Maître d'Ouvrage à leur valeur nette comptable.

Un mois avant la fin de la Tranche Exploitation, l'Exploitant remet au Maître d'Ouvrage le dossier des installations : dossier visé à l'article 5.3, mis à jour par l'Exploitant au fur et à mesure de l'exploitation des installations, de façon à être strictement conformes aux ouvrages et équipements de la station à cette date.

La remise des ouvrages s'accompagne d'un inventaire contradictoire.

Le Directeur des Achats

Adil HAMDAN